7 DEC 1964
Coordination

Md

L. 9067/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, le 20 octobre 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative au régime de pension du personnel laïc engagé par contrat par les écoles officielles congréganistes et par les écoles subsidiées du Congo et du Ruanda-Urundi avant l'accession de ces pays à l'indépendance", a donné le 17 novembre 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e oktober 1964 door de Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het pensioenstelsel ten voordele van het lekenpersoneel, bij contract aangeworven door de officiële congreganistenscholen en door de gesubsidieerde scholen van Congo en Ruanda-Urundi, vóór de onafhankelijkheid van deze landen", heeft de 17e november 1964 het volgend advies gegeven :

C. E. - S.
8 XII 64

L'article 33, alinéa 1er, du projet dispose : "Les prestations acquises en vertu de la présente loi sont "incessibles et insaisissables".

Le Conseil d'Etat croit devoir rappeler à ce sujet que le projet de Code judiciaire (Doc. parl. Sénat 1963-1964, n° 60) tend à substituer aux nombreux textes existant actuellement en matière de cession et de saisie un régime nouveau dont les règles sont énoncées dans les articles 1409 à 1412 du Code en projet, articles qui tendent à simplifier ces matières applicables à toutes les situations"et "établissent pour celles-ci des règles uniformes" (Rapport du Commissaire royal, Doc. Cit., p. 310).

Au cas où le présent projet deviendrait une loi avant le projet de Code judiciaire l'article 33, alinéa 1er précité serait abrogé en vertu des articles 1409 à 1412 telle que la portée en est précisée dans le rapport du Commissaire royal. Si, au contraire, le projet était adopté après le Code judiciaire l'article 33, alinéa 1er, du présent projet constituerait une dérogation à la règle uniforme que le Code entend instaurer en matière de cessibilité et saisissabilité.

\+

\+ \+

Le projet paraît susceptible d'entraîner des dépenses nouvelles pour l'Etat. Il devrait donc être proposé et contresigné par le Ministre des Finances.

Pour le surplus, le projet n'appelle que des observations de forme. Il en a été tenu compte dans le texte proposé ci-après, qui a été établi en collaboration avec les délégués du Gouvernement.

PROJET DE LOI RELATIF AU REGIME DE PENSION DU PERSONNEL LAIC AGREE DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE DU CONGO ET DU RUANDA-URUNDI AVANT L'ACCESSION DE CES PAYS A L'INDEPENDANCE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances et
Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er.-

(4) Le Fonds central des pensions de l'enseignement libre subsidié congréganiste au Congo belge et au Ruanda-Urundi est dissous. L'Etat succède aux droits et obligations et reprend l'actif et le passif de ce Fonds.

Article 2.-

(5) Il est créé une commission consultative des pensions complémentaires des enseignants; le président et le secrétaire de la commission sont des membres du service de la tutelle des organismes sociaux du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur; les enseignants sont représentés au sein de la commission.

.../...

Le Roi règle la composition, les attributions et le fonctionnement de la commission.

Article 3.-

(1) § 1er. Le bénéfice de la présente loi est réservé aux membres du personnel laïc agréé au taux laïc de l'enseignement libre, de nationalité belge ou luxembourgeoise, engagés conformément aux dispositions du décret du 25 juin 1949 sur le contrat d'emploi, pour autant que l'employeur ait été l'une des institutions énumérées à l'article 31, § 2, des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964.

Les intéressés doivent, s'être trouvés dans les liens d'un contrat d'emploi :

- au 30 juin 1960, lorsqu'ils accomplissaient leurs services au Congo,
- entre le 30 juin 1960 et le 30 juin 1962, lorsqu'ils accomplissaient leurs services au Ruanda-Urundi.

§ 2. Les personnes désignées au § 1er doivent, en outre, satisfaire à l'une des conditions suivantes :

1° avoir été affiliées avant le 16 décembre 1959 au Fonds central des pensions de l'enseignement libre subsidié et officiel congréganiste au Congo belge et au Ruanda-Urundi;

(2)

.../...

2° avoir été engagées au service d'un établissement d'enseignement défini au § 1er, au Congo ou au Ruanda-Urundi avant le 1er janvier 1954, et s'être affiliées entre le 16 décembre 1959 et le 15 mars 1960 audit Fonds central en vertu des dispositions du décret du 23 novembre 1959 remplaçant celui du 3 avril 1954;

3° avoir été affiliées à un âge ne dépassant pas trente ans audit Fonds central soit entre le 16 décembre 1959 et le 30 juin 1960 pour les personnes occupées au Congo, soit entre le 16 décembre 1959 et le 1er juillet 1962 pour les personnes occupées au Ruanda-Urundi. L'âge de l'affiliation est porté à trente-cinq ans pour les affiliés porteurs d'un diplôme d'ingénieur, pour les fonctionnaires, agents et employés issus des administrations métropolitaines et pour les bénéficiaires des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

CHAPITRE II. - DE LA PRIME ANNUELLE CONSTANTE.

Article 4.-

(8/1) Une prime annuelle constante est versée à l'Office de la sécurité sociale d'outre-mer.

(8/2) Le montant de cette prime est calculé suivant les tarifs et barèmes appliqués par l'Office en matière d'assurance vieillesse et survie, de manière à assurer la rente complémentaire qui permet d'atteindre le montant de la pension fixée à l'article 10, § 1er, alinéa 1er et § 3.

.../...

(8/3) Pendant les dix-huit premières années de services, la prime annuelle est calculée en supposant que la rente de retraite assurée prend cours à l'expiration de cette période de dix-huit ans et au plus tôt à l'âge de quarante-cinq ans. Après cette période, la prime annuelle est calculée chaque année en supposant que l'affilié sera mis à la retraite à la fin de l'année.

(8/2) Pour le calcul de la prime, le montant de la pension barémique est modifié en tenant compte de l'indice général des prix de détail du mois de février de l'exercice pour lequel le versement est effectué.

(8/1) La prime est versée avant le 1er juillet de l'année au cours de laquelle se situent les périodes pour lesquelles elle est due.

Article 5.-

(12) La charge de la prime est répartie entre l'Etat et l'enseignant.

(9) Pour calculer la quote-part de l'enseignant on additionne : 1° la contribution prévue par l'article 2 du décret du 28 juin 1957 portant statut de la Caisse d'assurance du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; 2° 2,75 p.c. de la cotisation maximum fixée conformément à la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer, chapitre II, section 2 ; de la somme ainsi obtenue on déduit les cotisations personnelles de l'enseignant à la sécurité sociale d'outre-mer.

.../...

La quote-part de l'enseignant est prélevée par voie de retenue opérée par l'Etat.

Article 6.-

La prime est due pour les périodes d'activité,
(8/1) de congé ou de maintien à disposition postérieures au 30 juin 1960 en ce qui concerne les assujettis occupés au Congo, et au 30 septembre 1961 en ce qui concerne les assujettis occupés au Rwanda ou au Burundi.

CHAPITRE III. - DES AVANTAGES LEGAUX.

Article 7.-

Pour l'application des dispositions du présent chapitre, il faut entendre :

1° par impossibilité de poursuivre la carrière, celle qui
(13/1) est constatée conformément à l'article 2, alinéa 2, des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, ainsi qu'aux mesures d'exécution de ces lois ;

.../...

2° par services effectifs, ceux qui ont été accomplis dans les cadres de l'enseignement, soit au Congo, avant le 1er juillet 1960, soit au Ruanda-Urundi, avant
(15/1) le 1er juillet 1962, soit avec le bénéfice d'une allocation de coopération technique à charge de l'Etat.

Article 8.-

Pour l'application du présent chapitre, les services accomplis avant le 1er janvier 1954 n'entrent en
(15/2) ligne de compte que dans la mesure où l'enseignant a versé la majoration d'un dixième de la cotisation personnelle totale, prévue par le décret du 23 novembre 1959, article 3, alinéas 4 et 5.

Article 9.-

Bénéficient d'une rente provisoire ou d'une rente complémentaire de retraite :

(13) 1° les enseignants qui comptent au moins quinze années de services effectifs;

2° les enseignants qui comptent trois années et moins de quinze années de services effedtifs et qui ont cessé leurs fonctions par suite d'impossibilité de poursuivre leur carrière.

.../...

Article 10.-

§ 1er. Pour les bénéficiaires qui comptent au moins quinze ans de services effectifs, la pension barémique est calculée conformément aux dispositions applicables le 30 juin 1960, au personnel de carrière des cadres d'Afrique et conformément à l'article 25, § 2, alinéas 1er, 2, 4 et 5, § 3, alinéa 1er, et § 5, des lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées le 21 mai 1964.

(13)

Toutefois, si les services du bénéficiaire ont pris fin par suite de l'impossibilité de poursuivre sa carrière, la pension barémique est calculée conformément aux articles 10 et 15 des lois coordonnées le 21 mai 1964.

§ 2. Lorsque le bénéficiaire compte trois années et moins de quinze années de services effectifs et qu'il a cessé ses services par suite d'impossibilité de poursuivre sa carrière, la pension barémique est calculée conformément aux articles 9, § 2 et 15, ou à l'article 12, §§ 1er et 4, des lois coordonnées le 21 mai 1964.

(14)

§ 3. La pension barémique varie en fonction des fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume, conformément aux dispositions de l'article 16 des lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées le 21 mai 1964.

(28/1)

§ 4. Le montant de la rente provisoire, allouée aux bénéficiaires qui n'ont pas atteint l'âge de quarante-cinq ans, est égal à celui de la pension définie aux §§ 1er, 2 et 3 du présent article.

(nouveau)

.../...

(18/2) La rente complémentaire de retraite est attribuée à la date de la mise à la retraite, mais au plus tôt à l'âge de quarante-cinq ans.

Le montant de la rente complémentaire de retraite est égal à la différence entre la pension attribuée en
(19/1) vertu du présent article et la somme des prestations en matière de pension dont le service incomberait à l'Office de la sécurité sociale d'outre-mer pour les périodes prises en considération pour le calcul de la pension si l'enseignant bénéficiait desdites prestations dès l'âge de quarante-cinq ans ou au plus tard à l'âge où il pourrait prétendre à la pension.

Article 11.-

L'enseignant devenu inapte au service en raison
(16) d'une invalidité, avant d'avoir accompli quinze années de services effectifs, bénéficie d'un complément de rente de retraite.

La jouissance de cet avantage est liée à celle de la rente de retraite prévue par la loi du 17 juillet 1963; le montant du complément est fonction des primes versées en application des articles 4 à 6 de la présente loi ainsi que des cotisations complémentaires versées en application des décrets des 3 avril 1954 et 23 novembre 1959.

L'invalidité est constatée selon les modalités fixées par le Roi.

.../...

Article 12.-

L'enseignant qui cesse ses fonctions avant d'avoir accompli quinze années de services effectifs, et sans pouvoir invoquer le bénéfice des articles 10, § 2, ou 11, bénéficie d'un complément de rente de retraite. (17)

La jouissance de cet avantage est liée à celle de la rente de retraite prévue par la loi du 17 juillet 1963.

Le montant du complément est exclusivement fonction des cotisations complémentaires personnelles versées en application des décrets des 3 avril 1954 et 23 novembre 1959 et de la présente loi.

Est rachetée par l'Etat, la partie des cotisations et primes dont le Congo belge, le Ruanda-Urundi et l'Etat belge ont supporté la charge en vertu des dispositions énumérées à l'alinéa 3.

Article 13.-

La veuve de l'enseignant qui était en droit de prétendre aux prestations prévues par l'article 10 ou qui est décédé au cours d'une période d'activité, de congé ou de maintien à disposition, bénéficie d'une rente complémentaire de survie, à condition que le mariage ait été contracté avant l'entrée en jouissance de l'une des rentes visées à l'article 9. (20)

.../...

Le montant de ladite rente est calculé suivant les dispositions, tarifs et barèmes appliqués à l'assurance vieillesse et survie organisée par la loi du 17 juillet 1963. Il est fonction des cotisations versées en application des décrets des 3 avril 1954 et 23 novembre 1959, ainsi que des primes versées en application des articles 4 à 6 de la présente loi.

Article 14.-

Lorsqu'un enseignant a contracté mariage après l'entrée en jouissance de l'une des rentes visées à l'article 9, la veuve bénéficie d'une rente complémentaire de survie, pour autant que le décès ne soit pas survenu dans l'année qui suit le mariage.

Si l'épouse a le même âge que l'enseignant, la rente complémentaire est calculée de manière à compléter, à concurrence de la moitié de la pension de l'enseignant, la rente de veuve accordée en application des dispositions des lois des 16 juin 1960 et 17 juillet 1963 . Lorsqu'il y a une différence d'âge entre l'enseignant et son épouse, le taux de la rente complémentaire de survie est modifié par l'application du coefficient prévu à l'article 21, § 3, de la loi du 17 juillet 1963.

Article 15.-

Lorsque la pension de veuve attribuée en application des dispositions des lois des 16 juin 1960 et 17
(23) juillet 1963, majorée des rentes complémentaires de survie

.../...

prévues aux articles 13 ou 14 de la présente loi, est inférieure à la pension de veuve qui serait attribuée dans les mêmes cas par la Caisse d'assurance du Congo belge et du Ruanda-Urundi, la rente complémentaire est augmentée de la différence.

Article 16.-

La veuve de l'enseignant qui était en droit de prétendre aux prestations prévues aux articles 11 et 12
(24) obtient une rente complémentaire de survie. Cette rente est calculée suivant les dispositions, tarifs et barèmes de la loi du 17 juillet 1963 et de ses mesures d'exécution. La rente correspond aux cotisations et, le cas échéant, aux primes dont il est tenu compte pour le calcul de la rente complémentaire de retraite.

Article 17.-

En cas de jouissance de prestations à charge de l'Office de la sécurité sociale d'outre-mer, tant en application de l'assurance maladie-invalidité qu'en exécution
(25) de contrats d'assurance contre les accidents, la rente provisoire, la rente complémentaire de retraite, la rente complémentaire de survie et le complément de rente de retraite prévu à l'article 11 sont diminués du montant des avantages à charge de l'Office, qui correspond à la quote-part des cotisations et primes par lesquelles ont été financés ces avantages, et dont la charge a été supportée par le Congo belge, le Ruanda-Urundi et l'Etat belge.

.../...

Le montant de la déduction ne peut toutefois excéder la quote-part des prestations visées à l'alinéa 1er qui correspond à la partie des cotisations et primes supportée par lesdites personnes **de droit** public.

Si les prestations sont en capital, il est fait application du tarif visé à l'article 63, § 3, de la loi du 17 juillet 1963.

Article 18.-

Bénéficient d'allocations complémentaires
(26) d'orphelin :

1° les enfants de l'enseignant décédé au cours d'une période d'activité, de congé ou de maintien à disposition;

2° les enfants de l'enseignant décédé après avoir accompli quinze années de services effectifs au moins;

3° les enfants de l'enseignant décédé après avoir accompli plus de trois années et moins de quinze années de services effectifs et qui a cessé ses services par impossibilité de poursuivre sa carrière;

4° les enfants de l'enseignant décédé après avoir été relevé du service en raison d'une invalidité évaluée à 10 p.c. au moins.

Le montant des allocations est égal à la différence entre, d'une part, celles qui seraient accordées, selon le cas, à charge de la Caisse d'assurances du Congo belge et du Ruanda-Urundi, en faveur

.../...

des orphelins du personnel de carrière des cadres d'Afrique et, d'autre part, le total des diverses allocations dont les orphelins bénéficient par application des lois des 16 juin 1960 et 17 juillet 1963 en matière de pension, de maladie ou d'invalidité, et des décrets des 3 avril 1954 et 23 novembre 1959, ainsi que de toute assurance accident conclue entre l'Etat et l'Office de la sécurité sociale d'outre-mer.

Lorsque le décès a donné lieu au versement d'un capital en faveur de l'orphelin, la rente temporaire correspondant à ce capital est calculée conformément au tarif de l'article 63, § 3, de la loi du 17 juillet 1963.

Article 19.-

La rente complémentaire de retraite attribuée en application de l'article 11, ainsi que la rente
(29) complémentaire de survie attribuée par application conjointe des articles 11 et 16, sont majorées de surcroîts d'index.

Pour la détermination des surcroîts d'index, il est fait application d'un indice de référence qui est l'indice général des prix de détail à partir duquel les pensions à charge du Trésor public sont majorées ou diminuées en application de la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

.../...

Le montant des surcroîts d'index s'obtient en multipliant le montant des rentes complémentaires par une fraction établie comme suit :

1° le dénominateur est l'indice de référence pris en considération pour la liquidation des pensions à charge du Trésor public pour le mois de février précédant celui au cours duquel l'invalidité est survenue;

2° le numérateur est égal à la différence entre l'indice de référence applicable auxdites pensions pour le mois auquel le paiement des arrérages se rapporte et l'indice de référence servant de dénominateur.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 20.-

(10) Pour l'application de la présente loi, les cotisations personnelles de l'enseignant à la sécurité sociale d'outre-mer sont forfaitairement évaluées aux 1175/3000 des cotisations maximum.

Article 21.-

(32) Un intérêt de retard, au taux de 6 p.c. l'an, est dû par l'Etat sur les primes annuelles constantes dont l'Office de la sécurité sociale d'outre-mer serait crédité tardivement.

.../...

Article 22.-

(33) Les prestations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables.

Elles peuvent toutefois être cédées à et saisies par l'Etat, la Caisse générale d'épargne et de retraite, la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie, la Caisse nationale des pensions pour employés, le Fonds des veuves et orphelins, l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs indépendants, l'Office national de l'emploi, l'Office de la sécurité sociale d'outre-mer, au profit desquels le montant des avantages qui auraient été indûment payés aux intéressés peut être récupéré sur les prestations dues en application de la présente loi.

Les conditions d'octroi aux conjoints séparés de fait ou de corps d'une part des prestations acquises à l'enseignant ainsi que l'importance de cette part, déterminées par le Roi en ce qui concerne les prestations à charge de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer , sont applicables aux prestations prévues par la présente loi.

Article 23.-

§ 1er. Par dérogation aux dispositions des dé-
(18/1) crets relatifs à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et à celles de l'article 20, § 1er, alinéa 7, de la loi du 17 juillet 1963, l'enseignant en droit de prétendre à la rente complémentaire de retraite prévue à l'article 9 de la présente loi peut obtenir le bénéfice anticipé des prestations assurées en matière de pension par les lois des 16 juin 1960 et 17 juillet 1963.

.../...

L'âge prévu pour l'entrée en jouissance de ces pensions peut être ramené à 45 ans au plus tôt. L'intéressé peut introduire la demande à ces fins sans être tenu de respecter le délai fixé à l'article 20, § 1er, alinéa 7, de la loi du 17 juillet 1963.

Le bénéfice de cette faculté est toutefois restreint à la partie des pensions afférente aux périodes prises en considération pour le calcul de la rente complémentaire de retraite.

§ 2. Par dérogation à l'article 11, § 1er, dernier alinéa de la loi du 16 juin 1960 et à l'article 55, alinéa
(27) 1er, de la loi du 17 juillet 1963, les enseignants peuvent, en ce qui concerne les rentes et majorations de rente attribuées en application des dispositions des lois précitées et correspondant aux services pris en considération pour l'attribution des rentes prévues par l'article 9 de la présente loi, bénéficier, à partir de l'âge auquel ils sont en droit de prétendre à ces pensions, de l'adaptation au coût de la vie qui fait l'objet de l'article 11 de la loi du 16 juin 1960 et du chapitre VI de la loi du 17 juillet 1963.

§ 3. Les enseignants doivent être affiliés à la
(7/2) sécurité sociale d'outre-mer , pour toutes les périodes postérieures au 30 juin 1960 ou au 30 septembre 1961 selon qu'ils accomplissaient leurs services au Congo, au Rwanda ou au Burundi. La cotisation est due au taux maximum.

Lorsque la cotisation personnelle de l'enseignant est inférieure aux 1175/3000 de la cotisation totale, la différence est à charge de l'Etat.

.../...

Article 24.-

Les indemnités prévues aux articles 41 et 45 des
(34) lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, cessent d'être accordées à l'enseignant dès que celui-ci réunit les conditions requises pour bénéficier des dispositions de l'article 10, §§ 1er et 2, de la présente loi.

Article 25.-

La rente prévue par les décrets des 8 avril 1954 et 23 novembre 1959 est attribuée à la date de la mise à la retraite et au plus tôt à l'âge de 45 ans.

Article 26.-

§ 1er. Il est créé au budget pour ordre un compte intitulé : "Compte des pensions complémentaires des enseignants".

§ 2. Ce compte est alimenté :

1° par l'actif du Fonds visé à l'article 1er;

(4/2) 2° par les recettes prévues à l'article 12, alinéa 3;

3° par les recettes prévues aux alinéas 2 à 4 du présent paragraphe;

4° par les recettes occasionnelles;

5° au besoin, par un subside annuel inscrit au budget ordinaire.

.../...

Sans préjudice des dispositions de l'article 17, lorsque l'application de la présente loi aboutit à ce que le total des prestations en matière de pensions supportées
(19/3) par l'Office de la sécurité sociale d'outre-mer excède la pension calculée comme il est prévu à l'article 10, la différence est versée par l'Office au compte des pensions complémentaires des enseignants.

Lorsque, au moment de la prise de cours de la rente complémentaire de retraite ou du décès de l'enseignant, celui-ci est célibataire, veuf ou divorcé, le capital assuré
(21) en vue de la constitution de la rente complémentaire de survie par les cotisations personnelles et les contributions de l'Etat belge, du Congo belge et du Ruanda-Urundi visées à l'article 13, est versé au compte des pensions complémentaires des enseignants.

Les arrérages mis à charge de l'Office de la sécu-
(25/4) rité sociale d'outre-mer et qui, en application des dispositions de l'article 17, ne sont pas liquidés aux intéressés, sont versés au compte des pensions complémentaires des enseignants.

§ 3. Les avantages prévus par la présente loi et dont le financement est couvert par la prime annuelle constante sont payés par l'Office de la sécurité sociale d'outre-mer.

Les autres dépenses, et notamment celles qui sont prévues
(4/2) aux articles 1er, 10, §§ 3 et 4, alinéa 1er, 14, 15, 18 et 19 sont portées au débit du compte des pensions complémentaires des enseignants.

.../...

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALE.

Article 27.-

§ 1er. Le service de la tutelle des organismes
(30) sociaux avise les intéressés du montant des arriérés dus à titre de quote-part personnelle dans les primes annuelles constantes échues lors de la publication de la loi.

Les versements doivent être opérés dans les deux ans qui suivent cette notification. Le Roi fixe les modalités de ces versements ainsi que le taux de l'intérêt de retard.

§ 2. Lorsque l'enseignant est décédé antérieurement à la publication de la présente loi ou avant d'avoir achevé les versements visés au § 1er, les versements peuvent être effectués par la veuve ou par les orphelins.

La veuve ou les orphelins bénéficient des prestations prévues par la présente loi à partir du décès de l'enseignant, à condition d'effectuer les versements visés à l'alinéa précédent. La charge de l'Office de la sécurité sociale d'outre-mer est dans ce cas limitée à la rente assurée par les cotisations, comme si le décès n'était pas survenu au cours d'une période d'assurance.

Article 28.-

La somme de 25 millions de francs versée à l'Office
(31) de sécurité sociale d'outre-mer, en application du § 6 de l'article 8 de la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale, est affectée au paiement :

.../...

1° des cotisations personnelles et des contributions complémentaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi dues en exécution du décret du 23 novembre 1959 pour les périodes de services accomplies pendant le premier semestre de l'exercice 1960 au Congo et entre le 1er janvier 1960 et le 30 septembre 1961 au Ruanda-Urundi, déduction faite des cotisations et contributions effectivement versées en application des dispositions de ce décret à la Caisse des pensions et allocations familiales des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour ces périodes. Ce paiement est effectué pour les personnes désignées à l'article 3, § 2, de la présente loi, ainsi que pour les membres du personnel définis au § 1er du même article affiliés au Fonds central des pensions entre le 16 décembre 1959 et le 30 juin 1960 pour ceux qui étaient occupés au Congo, ou entre le 16 décembre 1959 et le 1er octobre 1961 pour ceux qui étaient occupés au Ruanda-Urundi et dont l'âge au moment de l'affiliation dépassait celui qui est prévu à l'article 3, § 2, 3° ;

2° des contributions dues par l'Etat en vertu de la présente loi, à concurrence du solde.

Article 29.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication, à l'exception des articles 7 à 25 qui produisent leurs effets le 1er juillet 1960.

Donné à ,

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Le Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique,

Artikel 33, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"De uitkeringen verkregen krachtens deze wet zijn onafstaanbaar en niet vatbaar voor beslag".

De Raad van State moge er in dit verband aan herinneren, dat het ontwerp-Gerechtelijk Wetboek (Gedr. St. Senaat, 1963-1964, nr 60) de vele thans terzake van overdracht en beslag geldende teksten bedoelt te vervangen door een nieuw stelsel, waarvan de regelen zijn neergelegd in de artikelen 1409 tot 1412 van het ontworpen Wetboek. Die artikelen "strekken ertoe die stof te vereenvoudigen die van toepassing is op alle situaties" en "voorzien daarvoor in eenvormige regelen" (Verslag van de Koninklijke Commissaris, voornoemd Gedr.St. blz. 310).

Mocht het tegenwoordige ontwerp wet worden vóór het ontwerp-Gerechtelijk Wetboek, dan zou het hierboven aangehaalde artikel 33, eerste lid, krachtens de artikelen 1409 tot 1412, zoals die in het verslag van de Koninklijke Commissaris zijn toegelicht, opgeheven worden. Wordt het daarentegen na het Gerechtelijk Wetboek goedgekeurd, dan zal het met artikel 33, eerste lid, afwijken van de "eenvormige regelen" die het Wetboek inzake vatbaarheid voor overdracht en beslag wenst vast te stellen.

\+

\+ \+

.../...

Het ontwerp lijkt voor de Staat nieuwe uitgaven te kunnen opleveren. Het moet dus ook door de Minister van Financiën worden voorgedragen en medeondertekend.

Voorts zijn alleen vormopmerkingen te maken. De hierna in overweging gegeven tekst, die tot stand gekomen is in samenwerking met de gemachtigden van de Regering, houdt ermee rekening.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE PENSIOENREGELING VAN HET AANGENOMEN LEKENPERSONEEL VAN HET VRIJ ONDERWIJS IN CONGO EN RUANDA-URUNDI VOOR DE ONAFHANKELIJKHEID VAN DIE LANDEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

Het Centraal Pensioenfonds voor het vrij gesubsidieerd congreganistenonderwijs in Belgisch-Congo en

.../...

Ruanda-Urundi is ontbonden. De Staat treedt in de rechten
(4) en verplichtingen van dat Fonds en neemt de activa en passiva ervan over.

Artikel 2.-

Er wordt een adviserende commissie voor aanvul-
(5) lende pensioenen van leerkrachten ingesteld; de voorzitter en de secretaris van de commissie zijn leden van de dienst voogdij over de sociale organismen van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel ; de leerkrachten zijn in de commissie vertegenwoordigd.

De Koning regelt de samenstelling, de bevoegdheid en de werkwijze van de commissie.

Artikel 3.-

§ 1. Voor deze wet komen alleen in aanmerking
(1) de leden van het tegen de lekenschaal aangenomen leken-personeel van het vrij onderwijs die van Belgische of Luxemburgse nationaliteit zijn en die werden aangeworven overeenkomstig het decreet van 25 juni 1949 betreffende het werknemerscontract, mits hun werkgever een van de instellingen is geweest, opgesomd in artikel 31, § 2, van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika.

De belanghebbenden moeten onder een arbeidsovereenkomst voor bedienden hebben gestaan :

- op 30 juni 1960, als zij hun diensten in Congo hebben volbracht,
- tussen 30 juni 1960 en 30 juni 1962, als zij hun diensten in Ruanda-Urundi hebben volbracht.

.../...

§ 2. De in § 1 bedoelde personen moeten daarbij nog een van de volgende vereisten vervullen :

1° vóór 16 december 1959 aangesloten geweest zijn bij het
(2) Centraal Pensioenfonds voor het vrij gesubsidieerd en officieel congreganistenonderwijs in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi ;

2° vóór 1 januari 1954 aangeworven geweest zijn in dienst van een onderwijsinrichting in Congo of Ruanda-Urundi als omschreven onder § 1, en zich tussen 16 december 1959 en 15 maart 1960 overeenkomstig het decreet van 23 november 1959 tot vervanging van het decreet van 3 april 1954 bij genoemd Centraal Pensioenfonds hebben aangesloten ;

3° op niet méér dan dertigjarige leeftijd bij genoemd Fonds aangesloten geweest zijn hetzij tussen 16 december 1959 en 30 juni 1960 als zij in Congo, hetzij tussen 16 december 1959 en 1 juli 1962 als zij in Ruanda-Urundi werkzaam waren. De leeftijd voor aansluiting wordt op vijfendertig jaar gebracht voor de aangeslotenen die houder zijn van een ingenieursdiploma, voor ambtenaren, beambten en bedienden die uit de moederlandse besturen zijn gekomen, en voor de gerechtigden op de wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947.

HOOFDSTUK II.- VASTE JAARPREMIE.

Artikel 4.-

Een vaste jaarpremie wordt gestort aan de
(8/1) Dienst voor overzeese sociale zekerheid.

.../...

(8/2) Het bedrag van die premie wordt berekend overeenkomstig de door de Dienst inzake ouderdoms- en overlevingsverzekering toegepaste tarieven en schalen, en wel zo, dat een aanvullende rente is verzekerd, waarmee het bedrag van het in artikel 10, § 1, eerste lid, en § 3, bepaalde pensioen kan worden bereikt.

(8/3) Gedurende de eerste achttien jaren dienst wordt de jaarpremie berekend van uit de onderstelling, dat de verzekerde ouderdomsrente ingaat bij de afloop van die achttienjarige periode en ten vroegste op de leeftijd van vijfenveertig jaar. Na die periode wordt de jaarpremie ieder jaar berekend van uit de onderstelling, dat de aangeslotene op het einde van het jaar in ruste wordt gesteld.

(8/2) Voor het berekenen van de premie wordt het bedrag van het pensioen volgens schaal gewijzigd, met inachtneming van het algemeen indexcijfer van de kleinhandelsprijzen voor de maand februari van het dienstjaar waarvoor de storting wordt gedaan.

(8/1) De premie wordt gestort vóór de 1e juli van het jaar waarin de perioden waarvoor ze verschuldigd is, vallen.

Artikel 5.-

De last van de premie wordt verdeeld tussen de
(12) Staat en de leerkracht.

Om het aandeel van de leerkracht te berekenen,
(9) telt men samen : 1° de bijdrage voorgeschreven in artikel 2 van het decreet van 28 juni 1957 houdende statuut van de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi ;

.../...

2° 2,75 t.h. van de maximumbijdrage vastgesteld overeenkomstig de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid, hoofdstuk II, afdeling 2 ; en trekt men van de aldus verkregen som de persoonlijke bijdragen van de leerkracht voor de overzeese sociale zekerheid af.

Het aandeel van de leerkracht wordt afgehouden door de Staat.

Artikel 6.-

De premie is verschuldigd voor de perioden van activiteit, verlof of terbeschikkingstelling van na 30
(8/1) juni 1960, voor verzekeringplichtigen die in Congo, en van na 30 september 1961, voor verzekeringplichtigen die in Rwanda of in Burundi werkzaam waren.

HOOFDSTUK III.- WETTELIJKE VOORDELEN.

(13/1) Artikel 7.-

Voor de toepassing van het bepaalde in dit hoofdstuk moet worden verstaan :

1° onder onmogelijkheid zijn loopbaan voort te zetten, de onmogelijkheid vastgesteld overeenkomstig artikel 2, tweede lid, van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika en overeenkomstig de maatregelen ter uitvoering van die wetten ;

2° onder werkelijke diensten, de diensten in de kaders van
(15/1) het onderwijs volbracht hetzij in Congo vóór 1 juli 1960, hetzij in Ruanda-Urundi vóór 1 juli 1962, hetzij met genot van een toelage voor technische samenwerking ten bezware van de Staat.

.../...

Artikel 8.-

(15/2) Voor de toepassing van dit hoofdstuk, komen de diensten van vóór 1 januari 1954 alleen in aanmerking voor zover de leerkracht de in het decreet van 23 november 1959, artikel 3, vierde en vijfde lid, voorgeschreven verhoging met een tiende van de totale persoonlijke bijdrage heeft gestort.

Artikel 9.-

Een voorlopige rente of een aanvullende ouderdomsrente genieten :

(13) 1° de leerkrachten met ten minste vijftien jaar werkelijke dienst ;

2° de leerkrachten die drie maar minder dan vijftien jaar werkelijke dienst tellen en die hun diensten hebben gestaakt wegens de onmogelijkheid hun loopbaan voort te zetten.

Artikel 10.-

(13) § 1. Voor gerechtigden met ten minste vijftien jaar werkelijke dienst wordt het pensioen volgens schaal berekend overeenkomstig de bepalingen die op 30 juni 1960 op het beroepspersoneel van de kaders van Afrika toepassing vonden, alsook overeenkomstig artikel 25, § 2, eerste, tweede, vierde en vijfde lid, § 3, eerste lid, en § 5, van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika.

.../...

Is aan de diensten van de gerechtigde evenwel een einde gekomen doordat hij zich in de onmogelijkheid bevond zijn loopbaan voort te zetten, dan wordt het pensioen volgens schaal berekend overeenkomstig de artikelen 10 en 15 van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten.

§ 2. Wanneer de gerechtigde drie maar minder dan
(14) vijftien jaar werkelijke dienst telt en zijn diensten heeft gestaakt wegens de onmogelijkheid zijn loopbaan voort te zetten, wordt het pensioen volgens schaal berekend overeenkomstig de artikelen 9, § 2, en 15, of overeenkomstig artikel 12, §§ 1 en 4, van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten.

§ 3. Het pensioen volgens schaal volgt de schomme-
(28/1) lingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen zoals in artikel 16 van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika is bepaald.

§ 4. Het bedrag van de voorlopige rente, toege-
(nieuw) kend aan gerechtigden die de leeftijd van vijfenveertig jaar niet hebben bereikt, is gelijk aan dat van het pensioen bepaald in de §§ 1, 2 en 3 van dit artikel.

De aanvullende ouderdomsrente wordt toegekend
(18/2) op de datum van de inrustestelling, maar ten vroegste op de leeftijd van vijfenveertig jaar.

Het bedrag van de aanvullende ouderdomsrente is
(19/1) gelijk aan het verschil tussen het op grond van dit artikel toegekende pensioen en de som van de pensioensuitkeringen

... /...

die de Dienst voor overzeese sociale zekerheid voor de ter berekening van het pensioen in aanmerking komende perioden zou moeten verzorgen indien de leerkracht bedoelde uitkeringen zou genieten van de leeftijd van vijfenveertig jaar af of uiterlijk op de leeftijd waarop hij op pensioen aanspraak zou kunnen maken.

Artikel 11.-

(16) De leerkracht die wegens invaliditeit ongeschikt voor de dienst is geworden voordat hij vijftien jaar werkelijk dienst heeft volbracht, geniet een ouderdomsrentebijslag.

Om dat voordeel te verkrijgen, moet hij de bij de wet van 17 juli 1963 bepaalde ouderdomsrente genieten ; het bedrag van de bijslag staat in verhouding tot de premies gestort overeenkomstig de artikelen 4 tot 6 van deze wet, en tot de aanvullende bijdragen gestort overeenkomstig de decreten van 3 april 1954 en 23 november 1959.

De invaliditeit wordt vastgesteld volgens nadere, door de Koning te bepalen regelen.

.../...

Artikel 12.-

De leerkracht die zijn diensten staakt voordat hij vijftien jaar werkelijk dienst heeft volbracht en
(17) zonder dat hij zich op de artikelen 10, § 2, of 11 kan beroepen, geniet een ouderdomsrentebijslag.

Om dat voordeel te verkrijgen, moet hij de ouderdomsrente, bepaald bij de wet van 17 juli 1963, genieten.

Het bedrag van de bijslag staat uitsluitend in verhouding tot de persoonlijke aanvullende bijdragen gestort overeenkomstig de decreten van 3 april 1954 en 23 november 1959 en overeenkomstig deze wet.

Door de Staat wordt afgekocht het deel van de bijdragen en premies waarvan Belgisch-Congo, Ruanda-Urundi en de Belgische Staat ingevolge de in het derde lid vermelde bepalingen de last hebben gedragen.

Artikel 13.-

De weduwe van de leerkracht die aanspraak kon maken op de in artikel 10 bepaalde uitkeringen of die overleden is tijdens een periode van dienstactiviteit,
(20) verlof of ter beschikkingstelling, geniet een aanvullende overlevingsrente mits het huwelijk vóór de ingenottreding van een der in artikel 9 bedoelde renten gesloten was.

Het bedrag van genoemde rente wordt berekend volgens de bepalingen, tarieven en schalen, toegepast in de door de wet van 17 juli 1963 georganiseerde ouderdoms- en overlevingsverzekering. Het staat in verhouding

.../...

tot de bijdragen gestort overeenkomstig de decreten van 3 april 1954 en 23 november 1959, en van de premies gestort overeenkomstig de artikelen 4 tot 6 van deze wet.

Artikel 14.-

Heeft de leerkracht een huwelijk aangegaan nadat hij in het genot van een van de in artikel 9 bedoelde
(22) renten was getreden, dan geniet de weduwe een aanvullende overlevingsrente mits het overlijden niet plaatsgehad heeft in het jaar volgend op het huwelijk.

Heeft de echtgenote dezelfde leeftijd als de leerkracht, dan wordt de aanvullende rente zo berekend, dat ze de overeenkomstig de wetten van 16 juni 1960 en 17 juli 1963 toegekende weduwenrente tot het beloop van de helft van het pensioen van de leerkracht komt aanvullen. Is er tussen de leerkracht en zijn echtgenote een leeftijdsverschil, dan wordt het bedrag van de aanvullende overlevingsrente gewijzigd met toepassing van de coëfficiënt bepaald in artikel 21, § 3, van de wet van 17 juli 1963.

Artikel 15.-

Wanneer het overeenkomstig de wetten van 16 juni
(23) 1960 en 17 juli 1963 toegekende weduwenpensioen, vermeerderd met de in de artikelen 13 of 14 van deze wet bepaalde aanvullende overlevingsrenten, kleiner is dan het weduwenpensioen dat de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi in dezelfde gevallen zou hebben toegekend, wordt de aanvullende rente vermeerderd met het verschil.

.../...

Artikel 16.-

De weduwe van de leerkracht die aanspraak kon maken op de uitkeringen bepaald in de artikelen 11 en 12,
(24) ontvangt een aanvullende overlevingsrente. Die rente wordt berekend volgens de bepalingen, tarieven en schalen van de wet van 17 juli 1963 en van dezer uitvoeringsmaatregelen. De rente komt overeen met de bijdragen en, in voorkomend geval, met de premies waarmee voor het berekenen van de aanvullende ouderdomsrente rekening wordt gehouden.

Artikel 17.-

Ingeval uitkeringen ten bezware van de Dienst over overzeese sociale zekerheid worden genoten zowel
(25) met toepassing van de verzekering tegen ziekte en invaliditeit als ter uitvoering van een overeenkomst inzake ongevallenverzekering, worden de voorlopige rente, de aanvullende ouderdomsrente, de aanvullende overlevingsrente en de in artikel 11 bedoelde ouderdomsrentebijslag verminderd met het bedrag van de ten laste van de Dienst vallende voordelen dat overeenkomt met het deel van de bijdragen en premies waaruit die voordelen zijn gefinancierd, en waarvan de last door Belgisch-Congo, Ruanda-Urundi en de Belgische Staat werd gedragen.

Het af te trekken bedrag mag echter niet hoger liggen dan het aandeel in de onder het eerste lid bedoelde uitkeringen dat overeenkomt met het door genoemde publiekrechtelijke personen gedragen deel van de bijdragen en premieën.

Gaat het om kapitaalsuitkeringen, dan wordt het in artikel 63, § 3, van de wet van 17 juli 1963 bedoelde tarief toegepast.

.../...

Artikel 18.-

(26) Voor aanvullende wezentoelagen komen in aanmerking :

1° de kinderen van een leerkracht die overleden is tijdens een periode van dienstactiviteit, verlof of terbeschikkingstelling;

2° de kinderen van een leerkracht die overleden is na ten minste vijftien jaar werkelijke dienst te hebben volbracht;

3° de kinderen van een leerkracht die overleden is na meer dan drie jaar maar minder dan vijftien jaar werkelijke dienst te hebben volbracht en die zijn diensten heeft gestaakt wegens de onmogelijkheid zijn loopbaan voort te zetten;

4° de kinderen van een leerkracht die wegens een op ten minste 10 t.h. geraamde invaliditeit uit zijn dienst is ontheven.

Het bedrag van de toelagen is gelijk aan het verschil tussen eensdeels de toelagen die, naar gelang van het geval, ten bezware van de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi zouden worden toegekend voor de wezen van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika en, anderdeels, het totaal van de diverse toelagen die de wezen genieten overeenkomstig de wetten van 16 juni 1960 en 17 juli 1963 inzake pensioen, ziekte of invaliditeit, en overeenkomstig de decreten van 3 april 1954 en 23 november 1959, alsook ingevolge enige ongevallenverzekering, tussen de Staat en de Dienst voor overzeese sociale zekerheid gesloten.

.../...

Heeft het overlijden aanleiding gegeven tot het storten van een kapitaal ten voordele van de wees, dan wordt de met dat kapitaal overeenkomende tijdelijke rente berekend overeenkomstig het tarief van artikel 63, § 3, van de wet van 17 juli 1963.

Artikel 19.-

(29) De aanvullende ouderdomsrente, toegekend met toepassing van artikel 11, en de aanvullende overlevingsrente, verleend met gecombineerde toepassing van de artikelen 11 en 16, worden vermeerderd met indexverhogingen.

Voor het bepalen van de indexverhogingen wordt als referentie-index toegepast het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen vanaf hetwelk de pensioenen ten bezware van de Schatkist worden vermeerderd of verminderd overeenkomstig de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen.

Het bedrag van de indexverhogingen verkrijgt men door het bedrag van de aanvullende renten te vermenigvuldigen met een als volgt te bepalen breuk :

1° noemer is de referentie-index die voor de uitbetaling van pensioenen ten bezware van de Schatkist in aanmerking wordt genomen over de maand februari voorafgaand aan die waarin de invaliditeit is opgelopen;

2° teller is het verschil tussen de referentie-index die op genoemde pensioenen toepassing vindt over de maand waarop de uitbetaling van de achterstallen betrekking heeft enerzijds, en het indexcijfer dat tot noemer dient anderzijds.

.../...

HOOFDSTUK IV. - DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 20.-

Voor de toepassing van deze wet worden de per-
(10) soonlijke bijdragen van de leerkracht voor de overzeese sociale zekerheid forfaitair geraamd op 1175/3.000ste van de maximumbijdragen.

Artikel 21.-

Op vaste jaarpremies waarmede de Dienst voor
(32) overzeese sociale zekerheid te laat mocht zijn gecrediteerd, is de Staat nalatigheidsintrest tegen 6 t.h. 's jaars verschuldigd.

Artikel 22.-

Uitkeringen ingevolge deze wet verkregen zijn
(33) niet vatbaar voor overdracht of beslag.

Ze kunnen echter worden overgedragen aan en in beslag genomen door de Staat, de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen, de Rijkskas voor bediendenpensioenen, het Weduwen- en Wezenfonds, de Rijksdienst voor kinderbijslag voor zelfstandigen, de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, de Dienst voor overzeese sociale zekerheid, ten bate van welke het bedrag van de voordelen die aan de belanghebbenden ten onrechte mochten zijn uitbetaald, op de overeenkomstig deze wet verschuldigde uitkeringen kunnen worden verhaald.

De voorwaarden waaronder aan feitelijk of aan van tafel en bed gescheiden echtgenoten een deel van de door de leerkracht verkregen uitkeringen kan worden toegekend, alsook de omvang van dat deel, zoals de Koning ze heeft vastgesteld inzake uitkeringen ten bezware van de Dienst voor overzeese sociale zekerheid, gelden mede voor de door deze wet bepaalde uitkeringen.

.../...

Artikel 23.-

§ 1. In afwijking van de decreten betreffende
(18/1) de verzekering inzake ouderdom en vroegtijdige dood voor bedienden van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi en van artikel 20, § 1, zevende lid, van de wet van 17 juli 1963 kan de leerkracht die aanspraak heeft op de in artikel 9 van deze wet bepaalde aanvullende ouderdomsrente, verkrijgen dat hij vervroegd in het genot komt van de uitkeringen die de wetten van 16 juni 1960 en 17 juli 1963 terzake van pensioenen verzekeren.

De leeftijd voor de ingenottreding van die pensioenen kan tot ten vroegste 45 jaar worden teruggebracht. De belanghebbende kan de daartoe strekkende aanvraag doen zonder dat hij de termijn van artikel 20, § 1, zevende lid, van de wet van 17 juli 1963 in acht hoeft te nemen.

Die mogelijkheid is echter beperkt tot het deel van de pensioenen dat betrekking heeft op de perioden die voor de berekening van de aanvullende ouderdomsrente in aanmerking komen.

§ 2. In afwijking van artikel 11, § 1, laatste
(27) lid, van de wet van 16 juni 1960 en van artikel 55, eerste lid, van de wet van 17 juli 1963 kunnen de leerkrachten, terzake van renten en renteverhogingen verleend met toepassing van voornoemde wetten en overeenkomend met diensten die voor de toekenning van de in artikel 9 van deze wet bepaalde renten in aanmerking worden genomen, het voordeel van de aanpassing aan de kosten van levensonderhoud, waarvan sprake in artikel 11 van de wet van

.../...

16 juni 1960 en in hoofdstuk VI van de wet van 17 juli 1963, genieten vanaf de leeftijd waarop zij op die pensioenen aanspraak kunnen maken.

§ 3. De leerkrachten moeten aangesloten zijn
(7/2) bij de overzeese sociale zekerheid voor alle perioden na 30 juni 1960 of 30 september 1961 naargelang zij hun diensten in Congo, in Rwanda of in Burundi hebben volbracht. De bijdrage is verschuldigd tegen het maximumbedrag.

Wanneer de persoonlijke bijdrage van een leerkracht beneden 1175/3.000ste van de totale bijdrage ligt, komt het verschil ten laste van de Staat.

Artikel 24.-

De vergoedingen bepaald in de artikelen 41 en
(34) 45 van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika worden de leerkracht niet meer verleend zodra hij alle vereisten vervult om in aanmerking te komen voor artikel 10, §§ 1 en 2, van deze wet.

Artikel 25.-

De rente bepaald in de decreten van 8 april 1954 en 23 november 1959 wordt verleend op de datum van inrustestelling en ten vroegste op de leeftijd van vijfenveertig jaar.

.../...

Artikel 26.-

§ 1. Op de begroting voor orde wordt een "Rekening van de aanvullende pensioenen voor leerkrachten" geopend.

§ 2. Die rekening wordt gestijfd :

1° met de activa van het in artikel 1 genoemde Fonds;

(4/2) 2° met de ontvangsten bedoeld in artikel 12, derde lid;

3° met de ontvangsten bedoeld in het tweede tot vierde lid van deze paragraaf;

4° met toevallige ontvangsten;

5° zo nodig met een jaarlijkse subsidie, uit te trekken op de gewone begroting.

(19/3) Als de toepassing van deze wet tot resultaat heeft, dat het totaal van de door de Dienst voor overzeese sociale zekerheid te dragen pensioensuitkeringen hoger ligt dan het pensioen berekend als voorgeschreven in artikel 10, wordt het verschil, onverminderd het bepaalde in artikel 17, door die Dienst op de rekening van de aanvullende pensioenen voor leerkrachten gestort.

(21) Is de leerkracht bij het ingaan van de aanvullende ouderdomsrente of bij zijn overlijden vrijgezel, weduwnaar of uit de echt gescheiden, dan wordt het kapitaal dat voor de vestiging van de aanvullende overlevingsrente is verzekerd met de in artikel 13 bedoelde persoonlijke bijdragen en met de bijdragen van de Belgische Staat, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, op de rekening van de aanvullende pensioenen voor leerkrachten gestort.

.../...

Achterstallen die ten laste van de Dienst voor
(25/4) overzeese sociale zekerheid zijn gebracht en die ingevolge het bepaalde in artikel 17 niet aan de belanghebbenden worden uitbetaald, worden op de rekening van de aanvullende pensioenen voor leerkrachten gestort.

§ 3. De door deze wet verleende voordelen, gefinancierd met de vaste jaarpremie, worden uitbetaald door de Dienst voor overzeese sociale zekerheid.

Andere uitgaven, onder meer die bedoeld in de
(4/2) artikelen 1, 10, §§ 3 en 4, eerste lid, 14, 15, 18 en 19, worden op het debet van de rekening der aanvullende pensioenen voor leerkrachten geboekt.

HOOFDSTUK V. - OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 27.-

§ 1. De Dienst voogdij over de sociale organismen
(30) geeft de belanghebbenden kennis van het bedrag der achterstallen die verschuldigd zijn als persoonlijk aandeel in de bij de bekendmaking van de wet vervallen vaste jaarpremies.

De stortingen moeten plaatshebben binnen twee jaar na die kennisgeving. De Koning stelt nadere regelen voor die stortingen alsook het percentage van de nalatigheidsintrest vast.

§ 2. Is de leerkracht overleden vóór de bekendmaking van deze wet of voordat hij de in § 1 bedoelde stortingen heeft voltooid, dan kan door de weduwe of door de wezen worden gestort.

.../...

De weduwe of de wezen genieten de in deze wet bepaalde uitkeringen vanaf het overlijden van de leerkracht, mits zij de in het vorig lid voorgeschreven stortingen doen. De last te dragen door de Dienst voor overzeese sociale zekerheid is in dat geval beperkt tot de rente die met de bijdragen is verzekerd, alsof het overlijden zich niet tijdens een verzekeringsperiode had voorgedaan.

Artikel 28.-

(31) De som van 25 miljoen frank, aan de Dienst voor overzeese sociale zekerheid gestort overeenkomstig § 6 van artikel 8 van de wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij, is bestemd tot het betalen :

1° van de persoonlijke bijdragen en van de aanvullende bijdragen van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi die ter uitvoering van het decreet van 23 november 1959 verschuldigd zijn over de dienstperioden gedurende het eerste semester van het dienstjaar 1960 in Congo en tussen 1 januari 1960 en 30 september 1961 in Ruanda-Urundi volbracht, na aftrek van de bijdragen die overeenkomstig dat decreet over die perioden werkelijk zijn gestort aan de Kas voor werknemerspensioenen en gezinstoelagen van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi. Die betaling geschiedt ten behoeve van de in artikel 3, § 2, van deze wet bedoelde personen alsook ten behoeve van de in § 1 van hetzelfde artikel bedoelde personeelsleden die bij het Centraal Pensioenfonds aangesloten waren tussen 16 december 1959 en 30 juni 1960, als zij in Congo, of tussen 16 december 1959 en 1 oktober 1961 als zij in Ruanda-Urundi werkzaam waren, en die ten tijde van de aansluiting de in artikel 3, § 2, 3° bepaalde leeftijd hadden overschreden;

.../...

2° van de ingevolge deze wet door de Staat verschuldigde bijdragen, tot het beloop van het saldo.

Artikel 29.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 7 tot 25 die uitwerking hebben met ingang van 1 juli 1960.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

De Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.